

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 25 (1988)
Heft: 922

Artikel: Sept défis pour les socialistes
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1018340>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Sept défis pour les socialistes

(jd) Nous résumons ici un exposé de Joseph Huber, de l'Université libre de Berlin, devant le congrès des socialistes autrichiens (le texte complet a paru en allemand dans *Profil/Rote Revue* n° 11/87). Sans prendre à notre compte chaque thèse de l'auteur, toutes nous ont paru utiles pour une discussion générale.

Le socialisme démocratique s'est développé sur le terreau de l'industrialisation. Face aux conservateurs, adversaires du progrès technique, et aux libéraux, défenseurs du capital, le socialisme a affirmé sa vocation de mouvement de progrès économique, politique et social. La phase d'industrialisation touche aujourd'hui à sa fin; c'est la société industrielle qui subit de front un processus de modernisation. Cette évolution ne signifie pas que le socialisme a fait son temps. Au contraire, les principes de justice sociale, de solidarité et de liberté se prêtent à de nouvelles concrétisations.

1. Une nouvelle conception du progrès

Que signifie être progressiste aujourd'hui? Certainement pas rester prisonnier des catégories traditionnelles de l'industrialisation (par exemple chercher le salut dans une croissance quantitative qui se nourrit du gaspillage des matières premières et de l'énergie). Et pas plus rejeter la modernité, la technique et la raison au nom d'un romantisme de la nature.

2. La question sociale et l'écologie

L'écologie est aussi centrale pour notre époque que la question sociale l'a été pour la période d'industrialisation. Face à l'opposition sans issue entre la continuation du modèle industriel et le nouveau romantisme qui rêve de jeter par-dessus bord ce modèle, il n'y a qu'une voie praticable pour les socialistes: la modernisation écologique du système industriel.

La qualité de la vie dépend aujourd'hui au premier chef du maintien et de la restauration d'un environnement sain. Cette affirmation ne signifie pas que la question sociale est résolue; elle se pose

en des termes nouveaux: misère dans le tiers monde, chômage de longue durée et nouvelle pauvreté chez nous.

3. Travail et capital/Homme et système

Historiquement, le socialisme démocratique s'est posé en adversaire du capital. Même si cet antagonisme a perdu aujourd'hui de sa vigueur, beaucoup de socialistes considèrent encore que l'économie est d'abord l'affaire des patrons.

Or la société actuelle est une société de salariés et son économie est celle des patrons et des salariés. Chacun profite ou pâtit — certes dans une mesure inégale — de la bonne marche ou des insuccès de l'économie. La confrontation évidente entre prolétaires et capitalistes a laissé place à la lutte des intérêts de groupes multiples qui cherchent à maximiser leurs profits.

D'ailleurs, l'économie n'est plus seulement l'affaire des producteurs, mais tout autant celle des consommateurs. Au capitalisme classique a succédé un économisme généralisé.

Il s'agit d'éviter une double morale: tirer avantage du système économique et simultanément vouloir se situer en-dehors de lui. Les salariés-consommateurs font partie intégrante de ce système. Dès lors, comment tirer parti au mieux de cette situation? La transformation du système industriel et sa modernisation écologique impliquent qu'on participe à ce système et non qu'on se tienne à ses marges, qu'on passe d'une collaboration involontaire et sans responsabilité à

La voie suédoise

(yj) A la surprise générale, la majorité sociale-démocrate est sortie renforcée des récentes élections au Parlement suédois. Les verts ont fait un petit malheur, mais aux dépens de la droite. Et les communistes sont venus contre toute attente consolider la gauche, au pouvoir depuis des décennies, sauf pendant l'intermède bourgeois de 1976 à 1982. Certes, la gauche doit une partie de son succès aux disputes de la droite, qui n'a même pas pu s'unir pour exploiter l'affaire de l'interminable enquête sur l'assassinat d'Olaf Palme. Mais il n'en reste pas moins que les socio-démocrates ont gagné, et bien gagné, grâce avant tout au ministre des Finances Kiell-Olof Feldt, dont la politique fait, semble-t-il, l'admiration générale.

En 1982, au retour des socio-démocrates au pouvoir, il a commencé par dévaluer de 16% la couronne suédoise, mesure dont les effets positifs demeurent nettement perceptibles: exportations facilitées, croissance garantie, taux de chômage le plus bas d'Europe du nord (1,7-1,9%). Déçus en bien par l'applica-

tion des dispositions relatives aux «fonds salariaux d'investissement» (DP 755/13.12.1984) alimentés par prélèvement sur les bénéfices et les salaires, les patrons suédois ont par ailleurs su trouver les moyens de mener une politique agressive d'acquisition de firmes étrangères (voir ASEA, Electrolux, Ericsson), sans doute avec l'appui aussi ferme que discret du gouvernement. Et à chaque fois, les Suédois ont impressionné leurs partenaires par leurs qualités de managers — dont le personnel de BBC sait que penser.

Bref, le succès des socio-démocrates au Royaume de Suède s'explique par leur politique économique, ouvertement dynamique, et surtout par l'appréciation qui en est faite dans les milieux de l'industrie et du commerce. Les socio-démocrates suédois jouissent manifestement d'un crédit auquel les socialistes suisses, par exemple, n'ont jamais eu droit: celui de s'y connaître non seulement en politique sociale, discipline où la gauche excelle traditionnellement, mais aussi en politique économique et

une coopération active et finalisée.

4. *Salariés traditionnels et nouvelles couches moyennes*

Une politique socialiste qui ambitionne des responsabilités gouvernementales et se refuse à être le reflet des intérêts d'une minorité, ne peut plus être une politique des petites gens. La part des ouvriers dans la population active diminue constamment. Cette évolution affaiblit la base sociale historique du mouvement socialiste. Face à la montée des nouvelles couches moyennes, à la technicisation du travail, les socialistes doivent donner un nouveau contenu à l'exigence d'émancipation qui a fait des prolétaires d'autrefois des citoyens et des acteurs de la vie économique. Les salariés d'aujourd'hui vivent dans des milieux différenciés et ont conscience de leur individualité. Pour eux, l'émancipation signifie exercer leurs compétences dans leur profession comme dans leur vie privée en toute responsabilité, gagner un revenu en rapport avec ces

qualifications et en disposer — comme d'ailleurs de leur temps — de manière plus flexible qu'aujourd'hui.

5. *La situation des salariés et la nouvelle pauvreté.*

Le socialisme démocratique ne doit pas être le parti des faibles, mais celui des forts qui empêche l'oppression des faibles. L'émergence des nouvelles couches moyennes met en évidence une sorte d'antagonisme de classe au sein même du salariat. Entre la sécurité et le bien-être du plus grand nombre et la nouvelle pauvreté qui touche une minorité, il y a un rapport direct: les privilèges relatifs des premiers se maintiennent et même se développent au détriment de la seconde. Ignorer cette relation, c'est faire preuve d'une double morale sociale. Mais la question de cette situation est explosive.

6. *Les deux cultures*

Le salariat contemporain présente un visage très diversifié. Le fossé est grand notamment entre les milieux de la technique, de l'économie et de l'administration d'une part, et ceux de la culture et du secteur social d'autre part. Les premiers sont plus sensibles aux exigences de l'entreprise et du marché, plus critiques à l'égard des dépenses publiques et

de l'Etat social. Les seconds dépendent de cet Etat social et montrent moins de compréhension à l'égard de la technique et de ses développements.

Le mouvement socialiste ne peut se couper du monde technico-économique. Il n'a guère d'avenir en tant que parti de la fonction publique.

7. *Le travail et la vie*

Le parti socialiste a toujours été le «parti du travail». Au moment où la valeur travail se modifie considérablement, où les actifs sont en passe d'être minoritaires dans la société, cette étiquette risque d'être lourde à porter.

Par ailleurs, la revendication justifiée des femmes à l'égalité va peser toujours plus lourdement sur la répartition du travail. Les jeunes et les personnes âgées risquent d'en faire les frais. Seule une solidarité organisée entre sexes et générations peut éviter des conflits aussi violents que ceux qui autrefois ont opposé les classes sociales.

Le socialisme démocratique a contribué de manière décisive au développement du système industriel, à l'émergence de la classe moyenne et à l'émancipation professionnelle et personnelle des travailleurs. Ces succès engendrent aujourd'hui de nouveaux problèmes.

Il lui reste à démontrer, en étant fidèle à lui-même, sa capacité d'adaptation. ■

financière, domaines dont la droite a voulu se faire une spécialité quasiment exclusive chez nous.

Les Suédois montrent la voie: la gauche démocratique ne peut espérer étendre son influence que dans la mesure où elle saura s'approprier l'image de bonne gestionnaire. Nulle honte à cela, si par ailleurs on tient le cap sur les valeurs essentielles, et sur les revendications fondamentales.

Le jour où le parti socialiste suisse aura pu asseoir sa réputation de compétence en matière de politique économique, il aura gagné le «droit» de reprendre son avance électorale, en Suisse alémanique notamment. Dans la mesure où la gauche dispose de la «matière première» en quantité suffisante, c'est-à-dire où elle a bel et bien des responsables politiques et syndicaux compétents, il lui reste «seulement» à les reconnaître elle-même, et à le faire savoir. Double problème, mais pas insoluble, de confiance en soi et de marketing. Thèmes possibles pour la mise à l'épreuve: l'Europe, l'économie de la santé, la politique fiscale — tous problèmes dont la majorité bourgeoise de ce pays voudrait se réserver l'exclusivité, pour les régler à sa manière. ■

POLITIQUE ENERGETIQUE

On patauge

(jd) Les partisans de la renonciation en bonne forme au projet de Kaiseraugst attendaient de leur proposition qu'elle décrive le débat énergétique. L'exercice est raté, résultat d'ailleurs prévisible au vu des *a priori* idéologiques de la majorité parlementaire. En définitive, les quatre journées de travail consacrées par le Conseil national à la politique énergétique n'ont servi qu'à entériner l'abandon de Kaiseraugst et ses conditions financières.

Projet d'article constitutionnel: des heures durant les députés ont chipoté sur les alinéas, les mots et les virgules et brandi les grands principes fort utiles quand on ne veut pas débattre du fond. Si cet article est adopté — mais déjà radicaux et

démocrates du centre ont fait savoir leur opposition — la loi d'exécution n'est pas attendue avant la deuxième moitié de la prochaine décennie. Un retard intolérable en regard de l'augmentation de la consommation d'énergie.

Abandon de Kaiseraugst: la décision est assortie d'une reconnaissance de la validité de la solution nucléaire. On dira qu'il s'agit là de pure rhétorique puisque chacun admet l'impossibilité politique de réaliser une nouvelle centrale d'ici la fin du siècle. Pourtant cette profession de foi justifiera des subventions à la recherche et au développement du nucléaire, moyens qui manqueront pour encourager l'utilisation rationnelle de l'énergie.

(suite page 6)